

La Presse

I . La Presse. 1836-07-16.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ESPAGNE.

(Correspondance particulière.)

BAYONNE, 11 juillet. — Les versions les plus contradictoires circulent sur l'expédition carliste qui s'est dirigée sur les Asturies. On assure que Gomez est arrivé à deux lieues d'Oviedo, où il a fait demander des rations pour continuer sa marche vers la Galice, et que le général Espartero, qui le suit, en est à plus de treize lieues de distance. Une lettre de Santander affirme au contraire que Gomez a été obligé de rétrograder, et qu'il est dans une fâcheuse position, étant poursuivi par les troupes du général Manso, qui le rejette forcément sur Espartero. On prétend, d'un autre côté, que trois corps carlistes, aux ordres de Sanz, de Batagano et de Merino, manœuvrent dans la Haute-Castille pour attirer l'attention de Manso et des autres troupes qui courent après Gomez, afin de dégager ce dernier. On annonce enfin que le baron des Autas, avec sa brigade portugaise, a remporté des avantages sur d'autres troupes carlistes détachées par Villaréal derrière Espartero pour le faire rétrograder, et qu'une seconde brigade de la même nation se porte en toute hâte sur les Asturies. La vérité, au milieu de tous ces rapports, pourrait être que Gomez a rempli le principal but de son expédition, qui était de jeter l'incertitude et l'alarme dans les pays occupés par l'armée de réserve, pendant que Villaréal, auteur de ce plan, forcé, par ses démonstrations, Cordova à renoncer au plan qu'il paraissait s'être proposé, de tourner les carlistes par le Bastan, et de venir se joindre au général Evans.

Ce matin, à la pointe du jour, de fortes colonnes anglo-espagnoles, parties de Saint-Sébastien et du Passage, couronnaient les hauteurs qui avoisinent Fontarabie. On s'attendait à ce que toutes les positions carlistes de ces environs aient été attaquées dans la journée, et que les troupes qui les garnissaient se retireraient sur Irun, qui sera aussi occupé par le général Evans, si son entreprise sur Fontarabie réussit. Cette opération, si elle était menée à bien, aurait l'immense avantage d'isoler les carlistes de cette partie de la frontière de France. En continuant de pousser sur la gauche, le général Evans pourrait joindre les lignes espagnoles qui font partie du corps du général Bernelle, et ôter aux insurgés la ressource de tirer des provisions de toute espèce qu'une contrebande impossible à empêcher leur fournit par la frontière de France.

La nomination de Villaréal au poste de général en chef de l'armée carliste pourra opérer un changement notable dans le système de la guerre. Son plan diffère complètement de celui d'Eguia, qui préférerait concentrer son armée dans un petit espace pour pouvoir attaquer à l'improviste un point particulier; Villaréal, au contraire, aime à diviser son armée pour la faire agir simultanément sur différents points. Le mouvement des carlistes vers les Asturies a parfaitement caractérisé les combinaisons militaires de Villaréal; mais quoique le mouvement ait réussi, le système est très dangereux pour les carlistes, et il serait facile de détruire en détail les troupes du prétendant, si l'on adoptait un plan habile que l'on puisse exécuter vigoureusement. Les carlistes ont fait une tentative sur Bilbao; mais ils ont été repoussés. Dans la journée du 5, ils avaient mis en jeu une artillerie formidable. La garnison et la marine royale étaient sur le qui-vive.

GRANDE-BRETAGNE.

Hier soir, la chambre des lords a eu une conférence avec la chambre des communes au sujet de certaines modifications introduites par LL. SS. dans le bill ayant pour objet d'amender la loi sur les corporations.

Les communes ont exposé les motifs de leur dissentiment; la chambre des lords les examinera vendredi prochain. Le reste de la séance a été consacré à l'examen du bill de commutation des dîmes d'Angleterre. Ce bill a été l'objet de divers amendements. Le rapport est fixé à mardi. Deux autres bills ont passé au comité.

— On croit que le général Lemarchand, arrivé ici à bord du *Royal-Tar*, vient pour représenter au gouvernement le véritable état des choses dans la Péninsule, et pour lui faire comprendre la nécessité de prendre des mesures plus décisives pour terminer la lutte. Les correspondances de Madrid s'accordent à dire qu'Espartero aura bon marché de l'expédition de Gomez; on croit que le corps carliste a déjà été si rudement frotté, que sa destruction complète est inévitable. On a reçu ici des ordres pour la fabrication d'insignes d'honneur que le roi se propose de conférer aux membres de la légion anglaise, associée à la brillante attaque et à la prise des lignes carlistes dans le voisinage de Saint-Sébastien.

— Le *Calpé*, arrivé à Falmouth de Cadix, de Gibraltar, d'Oporto et de Lisbonne, nous a apporté des lettres de cette dernière ville; elles contiennent peu de nouvelles intéressantes. Les intrigues pour obtenir des élections favorables aux ministres continuent avec la même activité, et l'on commence à croire qu'ils obtiendront une majorité. Le prince devait partir pour Oporto dans le but ostensible de célébrer le débarquement de l'armée libératrice de Terceira. On ne pense pas que le moment de cette excursion soit bien choisi; les ministres partagent cette opinion, et il leur eût été facile d'engager le prince à différer son voyage. On ne craint plus de mouvement général en faveur de don Miguel, mais le gouvernement ne se dissimule pas la possibilité de commotions alarmantes dans les deux provinces du nord.

— On a beaucoup parlé aujourd'hui dans la Cité, de la rumeur positive qui a circulé, qu'un corps de sapeurs et de mineurs avait reçu l'ordre de rejoindre le général Evans dans le nord de l'Espagne. Toutefois, cette nouvelle démonstration du système de non-intervention suivi par lord Palmerston n'a pas exercé une grande influence sur les valeurs espagnoles.

MOYEN AGE.

SCIENCES OCCULTES, BLASON, ARCHITECTURE.

La première fois qu'on plonge dans le moyen âge un regard curieux et attentif, on éprouve le même effroi que celui qui découvre sous l'herbe une vie soudaine, féconde, intarissable, une création nouvelle et imprévue, qui bruit, chante ou bourdonne. C'est que, comme les insectes au fond du gazon, sous l'ensemble et l'unité de cette grande époque on croit voir fourmiller des mondes.

Soumis au microscope, chacun de ces petits mondes semble vivant, organisé, hétérogène. Tout cloîtré, toute tranderie, tout ordre religieux, séculier ou militaire, toute université, toute baronnie, tout chapitre, était une civilisation à part, bien fossyée, bien murée, que n'atteignait presque aucune influence du dehors, qui obéissait à des lois, qui avait un chef et des sujets, une tête et des membres. L'état, véritablement d'abord élastique et frêle, recouvrait toutes ces sociétés sans les gêner ou les confondre. A mesure que cette enveloppe si fine s'épaissit, elle efface les mille gouvernements qui pullulaient en dessous, drus, occultes, vivaces; et alors disparaît le moyen âge.

On demeure un instant rêveur et découragé devant l'immensité du travail. Comment fouiller tant de sociétés sous une seule, poursuivre des mondes sous des mondes? Hétons-nous néanmoins d'observer que ces civilisations rentrent plus ou moins les unes dans les autres. L'abbaye, le chapitre, le cloître, sont compris dans le clergé; les ordres militaires, les baronies, les comtés, les marquisats, les duchés, la royauté même, dans la féodalité (on sait que la royauté ne fut d'abord que suzeraine); les confréries bourgeoises, les tranderies, les sociétés secrètes, dans la cabale.

Il nous est défendu de pousser plus avant cette synthèse; sous peine de faire violence à l'histoire. Nous venons, en effet, de toucher les trois éléments insolubles de tout état. Sous le clergé, notre examen a rencontré la religion; sous la féodalité, le pouvoir; sous la cabale, le peuple.

Une question nous arrête encore à l'entrée de cette étude. Quelle formule le clergé, la féodalité, la cabale ont-ils posée sur leur idée? En vain nous nous adressons aux histoires, aux manuscrits, aux savants. La liturgie nous initie quelque peu aux secrets du catholicisme, mais ne soulève encore qu'un coin du voile. Le droit nous conduit à travers les

— Dans un violent discours, M. O'Connell a réclamé l'assistance de l'assemblée pour obtenir que le gouvernement anglais réclame la réparation du tort causé à M. de Beaumont par son emprisonnement. M. Thompson a fait la première motion, qui consiste à inviter le gouvernement à intervenir en faveur du sujet anglais.

On se rappelle que le docteur Beaumont, médecin anglais, fut impliqué dans le procès d'avril, condamné par contumace, il vint se constituer prisonnier, et fut acquitté. Le bruit avait couru alors que M. O'Connell devait venir à Paris pour présenter sa défense. L'honorable membre des communes n'a pas abandonné la cause de son compatriote. Il a provoqué une réunion nombreuse qui a eu lieu à la taverne de la Couronne et de l'Ancre, dans le Strand, à Londres, pour prendre en considération l'affaire du docteur Beaumont.

AFFAIRE CHURCHILL.

CONSTANTINOPLE, 22 juin. — Lord Ponsonby a obtenu une satisfaction complète. Akif-Effendi à pour successeur Chalassi-Amel-Pacha, ancien commandant. Bien que le harti-shérif porte que le mauvais état de la santé du reiss-effendi avait rendu sa retraite depuis longtemps indispensable, tout le monde sait le véritable motif de sa destitution, qui a produit une vive sensation. Une retraite de 10,000 piastres par mois (2,500 fr.) est accordée par le sultan à ce fonctionnaire. Le grand-seigneur a transféré, le 16, sa résidence au palais d'été de Beylesbeg. — Par ordre du sultan, le ministre de l'intérieur aura le titre de pacha; il sera désormais appelé Pertef-Pacha. Le gendre du grand-seigneur, Muschir-Topchana, est parti avant-hier sur un bateau à vapeur turc pour Varna et Shumla; il restera probablement dans cette dernière ville jusqu'à la complète évacuation de Silistrie.

(Gazette d'Augsbourg.)

GRÈCE.

Les nouvelles d'Athènes vont jusqu'au 7 de ce mois. Le comte Armandsparg dirigeait toujours les affaires; et l'avance de 5 millions sur la 5e série de l'emprunt, garanti par les trois puissances, avait mis le gouvernement en état de faire face à ses dépenses courantes. Des bandes de brigands infestaient les environs de Tripolizza; et le *Sawour*, journal de l'opposition, prétend que dans le Péloponèse le pillage et le meurtre sont à l'ordre du jour, et que l'on doit s'attendre à chaque instant à une nouvelle insurrection dans l'Arcadie et la Messinie. Le gouvernement paraît du reste avoir reçu lui-même des nouvelles alarmantes de l'Acarnanie; car, dans ces derniers jours, le conseil d'état s'est réuni plusieurs fois extraordinairement, et des ordres sont partis ensuite pour Grivas et Travellas.

— Il vient de paraître un nouveau journal, le *Courrier Grec*, fondé, dit-on, par le comte d'Armandsparg, pour combattre l'opposition.

— Le directeur de l'arsenal, Rosen, Suédois, a été destitué de son poste. Cette destitution a fait une bonne impression sur les Grecs, qui n'aiment pas les étrangers.

— On attend avec impatience le retour du roi.

— Le capitain-pacha a quitté Mitylène avec toutes ses voiles. (Source.)

TURQUIE. — A l'occasion du mariage de la princesse Mirmah, l'ambassadeur russe a présenté au grand-seigneur, le comte Chrepto-Vich, gendre du comte de Nesselrode, qui a reçu de sa hauteurs une tabatière enrichie de diamans.

FRANCE.

PARIS, 15 JUILLET.

SITUATION DU COMMERCE FRANÇAIS DANS LES ETATS DE LA COTE OCCIDENTALE DE L'AMERIQUE DU SUD.

M. Olaneta, ministre plénipotentiaire de la république de Bolivie près le gouvernement français, a quitté dernièrement Paris, et il est à souhaiter que ce chargé d'affaires soit bientôt remplacé dans les circonstances diplomatiques où nous nous trouvons, non seulement à l'égard de la Bolivie, mais encore vis-à-vis des états de la côte, qui tiennent pour ainsi dire la clé de cette république de l'intérieur.

Effectivement, depuis la révolution de juillet, nos rapports avec la Colombie, le Pérou, le Chili et la Bolivie sont à tel point décomposés, précaires et malveillants, qu'il n'y a qu'un cri parmi les commerçants français dont les intérêts sont compromis dans cette partie de l'Amérique du sud, pour réclamer de la métropole une protection plus efficace. On aurait grand tort de croire ici que le résultat des événements de Carthagène, le sang-froid et le courage de M. Barrot, et la belle conduite de M. Dupetit-Thouars au Callao, forment la règle invariable de la manière dont agissent sous ces climats éloignés, dans l'exercice de leurs fonctions, nos marins et nos consuls. La France est loin encore de montrer dans les parages de l'Amérique l'unité des

mesures, la hiérarchie des mandats, le respect des mœurs étrangères, et des institutions locales, qui seuls imposent la religion du droit des gens, et que le gouvernement anglais sait toujours faire valoir à propos.

D'abord, ce qu'il y a de plus effrayant pour le commerce, c'est la parfaite indépendance dans laquelle se complaisent à l'égard les uns des autres les agents consulaires et les commandants de la marine royale. Il en résulte un mépris réciproque pour les navires marchands qui ont le malheur d'avoir besoin de leurs secours, et le titre de compatriote devient une illusion quand le pavillon français est confié à des fonctionnaires ignorants, déconsidérés ou lâches, qui s'occupent beaucoup moins de notre nationalité compromise que de leur influence personnelle. Les officiers de haut bord regardent généralement comme un acte de condescendance extrême de leur part d'obéir aux prières d'un consul qui sollicite une démonstration menaçante pour couvrir l'honneur de son agence, ou aux cris de détresse d'un bâtiment du commerce dont l'équipage va périr. A coup sûr, il est bien rare qu'ils ne volent pas à l'aide de leurs compatriotes, mais ils ne se croient engagés que par les devoirs de l'humanité la plus vulgaire, et non par le sentiment élevé et la moralité impérative de leurs fonctions. Sous ce rapport, rien ne serait plus facile que de citer de nombreux et tristes exemples. Très souvent on a vu même la marine anglaise remplir un mandat auquel son pavillon n'était pas rigoureusement tenu, mais qu'elle accomplissait par cet esprit admirable de conduite qui fait en grande partie la supériorité de ses croisières, et rend son nom protecteur sur toutes les mers, et pour toutes les nations.

Il faut dire aussi que notre système actuel de surveillance est faux. Les croisières françaises, le long de la côte du Pérou et du Chili, se composent ordinairement de quelques frégates ou corvettes, qui, de leurs mouillages éloignés, ne peuvent protéger nos navires dans les ports intermédiaires. La côte occidentale de l'Amérique, depuis Guayaquil jusqu'à la Concepcion, est semée d'une foule de petits ports où le commerce est très actif, mais qui échappent au feu des croisières par la distance à laquelle ils se trouvent de leur station; et avant qu'une frégate se soit remuée pour venir au secours d'un navire marchand, les contrebandiers dont ces parages abondent auraient eu le temps de le couler à fond, ou les douaniers péruviens de fusiller sans miséricorde l'équipage pour quelques lingots de fraude. Les Anglais disposent beaucoup mieux leur surveillance: ils n'ont sur la côte que peu de bâtiments de haut-bord; mais, en revanche, ils échelonnent entre les stations de légères goélettes armées en guerre, dont les apparitions à de très courts intervalles suffisent pour garantir les transactions de leur commerce, et principalement les remises d'argent, qui constituent les affaires les plus importantes des négociants dans le sud. M. de Villeneuve, un de nos vieux marins les plus expérimentés, avait proposé ce système de croisière à M. de Rigny. Par malheur, le vainqueur de Navarin ne voyait que l'Orient dans la marine de son pays, et il répondit à M. de Villeneuve que, pour une poignée de Français épars sous l'équateur, dans l'océan Pacifique, on ne pouvait changer le régime de surveillance observé par nos escadres. On subira tôt ou tard les pénibles conséquences de cette réponse.

La situation du commerce français ne dépend pas seulement du régime intolérable de nos croisières; il est encore entravé par le personnel des consulats et par la haine dont nous sommes l'objet dans l'Amérique du sud. Cette haine est, à vrai dire, notre ouvrage. Si les nationaux se montrent parfaitement ridicules lorsqu'ils s'exposent à la vue des richesses que le commerce français exporte de leur territoire, sans réfléchir à la consommation des denrées européennes que nous leur livrons en échange, et dont ils ont un besoin de première nécessité; on doit cependant avouer qu'ils n'ont pas tort de trouver mauvais que nos compatriotes, résidant sous la protection de leurs lois et avec le bénéfice de leurs mœurs, se moquent volontiers de ces mœurs et de ces lois, sous prétexte qu'elles émanent d'une ci-

grand œuvre. Or qu'est-ce que ceci, sinon la royauté, qui, après avoir absorbé Rome, est dévorée par le peuple? — Au fond voilà toute l'histoire de France.

Nous flottâmes quelque temps indécis entre l'architecture, la cabale et le blason, sans savoir où devait se poser d'abord la plume de l'écrivain. Enfin notre choix s'arrêta sur celle des sciences occultes. La cabale est le grand sphynx de bronze assis, muet et immobile, sur le seuil ténébreux du moyen âge.

Aujourd'hui que les phénomènes magnétiques jettent une lueur vive et sinistre sur les faits les plus étonnants de la magie, nous croyons que le temps est venu d'explorer ce côté de l'histoire si sombre, si grave, si mystérieux; au lieu d'opposer à des récits anciens une ironie souvent superbe et ignorante, mieux vaut les passer à l'examen pour voir ce que ces faits dégagent d'erreur ou de vérité, et n'accueillir que ceux où l'intérêt du roman se marie à l'exactitude de l'histoire. Mais avant tout, il importe d'appeler sur ces sociétés occultes de mages, d'hermétiques ou d'astrologues, une étude sérieuse, certain que nous sommes qu'au moyen-âge l'arrière-pensée humaine, libérale et philosophique s'était retirée là.

Le secret des adeptes se tenait d'ailleurs dans les régions hautes de leur ordre. Inféodées au service d'un agent inconnu, toutes les forces subalternes se mouvaient dans l'ombre en se disant: — Où allons-nous? La cabale leur mettait un bandeau sur les yeux, les disciplinait sous un chef, et les envoyait ainsi aveugles et sourds vers son grand œuvre. Aux profanes, elle ne parlait qu'en signes. Sa tête était cachée sous un voile. Plus d'une main voulut alors le soulever; mais ce voile était de plomb. Seulement, la cabale attirait chacun par son côté faible: à l'avant, elle disait: Tu auras de l'or; — à toi, poète: — Tu tiras là-haut cet hymne de diamant et de cristal que l'Eternel a suspendu aux harmonies sans fin de la voûte bleue; tu verras de près ces globes flottants qui brodent à l'encre le pan de ma robe, et qui suivent mon ombre dans les plaines du ciel; à toi, jeune ambitieux: — Tu changeras d'un souffle l'ordre du monde; les vents et les mers te porteront sur leur croupe humide; tu t'accouderas invisible à la table des rois; tu feras suer à la terre une rosée de sang; tu diras aux morts: Debout! et ils répondront: Nous voici! tu seras Dieu; à tous: — Venez à moi, je suis l'ancienne des jours; je tiens dans mes vieilles mains le livre des destinées et les clés rouillées de la nature,

vilisation à peu près barbare. Au Pérou et au Chili, les Français commettent l'imprudence dangereuse de placer toujours leur vanité en regard de l'orgueil espagnol, qui s'augmente là-bas du feu de l'équateur, et de livrer combat à des usages et à des préjugés dont les républicains s'aperçoivent, mais que leur amour-propre se garde bien de reconnaître. Ils chantent dans les rues, ce qui est presque un blasphème au Chili; ils raillent les pratiques religieuses; ils conservent, en un mot, leur individualité dans ce qu'elle a de plus choquant et de plus franché.

Les Anglais, au contraire, possèdent l'art de se conformer exactement à la manière de vivre de la population américaine, au sein de laquelle ils séjournent, soit pour les intérêts de leur commerce, soit pour ceux de leurs plaisirs. Ils ne sortent pas de chez eux; ils vivent en famille avec leurs femmes et leurs enfants s'ils en ont, avec leurs compatriotes s'ils n'ont ni enfants ni femmes; ils s'attachent à faire le moins de bruit possible, à n'être pas aperçus; ils semblent chercher la fortune incognito; surtout ils ne se mêlent pas de politique, incorrigible défaut de tout Français qui s'aventure dans le sud, et s'imaginent soulever des révolutions au pied de la cordillère des Andes, comme il excitait une émeute dans la rue Saint-Denis. Les Anglais sont persuadés que le meilleur moyen de se garantir le respect des populations à trois mille lieues de la métropole est de les respecter elles-mêmes dans ce qu'elles veulent être: cela est peut-être de l'égoïsme, mais c'est aussi du bon sens; ensuite, dès qu'ils viennent s'établir dans un port de l'Amérique, ils cherchent aussitôt à s'entourer de considération par ces liens naturels qui la provoquent partout; ainsi ils se marient, ou bien ils amènent une famille; ils agrandissent leur crédit; ils sont laborieux et sédentaires; enfin ils paraissent désirer de s'attacher au territoire qui les enrichit, tout en observant la plus stricte discrétion à l'égard du peuple qui le possède et qui les accueille. Les Français n'ont pas la même habileté. En général, ceux de nos compatriotes qui s'expatrient pour tenter fortune au-delà du cap Horn ne se dépouillent pas avec assez de soin de ce caractère de vagabondage qui rend leurs actions suspectes et suscite involontairement quelquefois la méfiance des indigènes. Pour exprimer notre pensée par un terme de comparaison à la portée de nos lecteurs, il se passe dans l'Amérique du sud la même crise de répulsion qui a maintenant lieu à Bruxelles entre les Belges et leurs alliés d'origine, sinon par sympathie politique ou morale. Mais il suffit à notre gouvernement de faire jouer le télégraphe pour avoir raison d'un manque de politesse en Belgique, tandis que, sur la côte du Chili et dans les mouillages du Pérou, la France, dans les moments périlleux, est souvent représentée par des agents dont la présence est plutôt un juste motif d'irritation ou de mépris qu'une sauvegarde honorable pour son commerce.

Il y a trois ans, les habitants d'Arequipa firent une pétition à la chambre des représentants pour demander l'expulsion des étrangers commerçants de toutes les villes de l'intérieur, avec défense que des maisons de commerce fussent établies autre part que dans les ports de la côte; et encore les maisons de consignment seulement, d'après les termes de la pétition furieuse, devaient être tolérées. Les pétitionnaires ajoutaient, par forme de *post-scriptum*, que les consuls étaient des agents de pillage, et que si le gouvernement péruvien n'obtempérait pas à leur demande, ils auraient recours aux poignards. Gamarra était alors président. Les chambres rejetèrent la pétition, et l'affaire n'eut pas de suite; mais elle révélait à quel point d'irritation la haine des nationaux était parvenue.

La France joue de malheur au surplus avec ses consuls. M. de Verninac, jeune homme plein d'instruction et d'énergie, mais auquel manquait l'expérience froide qui convient à nos relations diplomatiques dans le sud, se trouvait chargé du vice-consulat de Valparaiso au moment de la révolution de juillet. Ce fut M. de Verninac qui eut avec M. Ragueneau de la Chesnaie, consul français à Santiago de Chili, la contestation si malheureuse dont il a été parlé dans les journaux de l'époque au sujet du règlement d'avarie de la *Jeune-Nelly*, navire parti de Bordeaux et relâché à Rio Janeiro. Dans son relâche, le capitaine de la *Jeune-Nelly* avait jugé à propos de faire des réparations très-coûteuses à son bâtiment; et lorsqu'il mouilla dans le port de Valparaiso, il prétendit que ces réparations, amenées par le chargement excessif du navire, devaient être supportées par ceux des passagers qui avaient frété la *Jeune-Nelly* pour le transport de leurs marchandises. Il y avait un nombre de ces passagers des Chiliens et des Français. M. de Verninac donna raison au capitaine, et, par provision, mit l'embargo sur les marchandises qui, ne pouvant être débarquées, portèrent un préjudice notable aux intérêts de leurs propriétaires par le défaut de débit. Les uns et les

autres se placèrent sous la protection du gouvernement chilien, et implorèrent justice des tribunaux du pays. C'est alors que nos deux agents consulaires donnèrent un triste spectacle de discorde; M. Ragueneau de la Chesnaie avait embrassé la cause des passagers de la *Jeune-Nelly*, M. de Verninac soutenait chaudement les réclamations du capitaine. Mais le plus sérieux de la contestation fut, à propos de la même affaire, l'animosité profonde qui éclata entre M. de Verninac et M. Portalès, alors président du Chili et gouverneur de Valparaiso, homme très-fin, aujourd'hui sans fonctions, et toutefois conservant une influence égale au pouvoir du premier magistrat de la république. Les choses allèrent si loin, que M. de Verninac fut obligé de passer en France pour venir rendre compte au ministère de sa conduite. Il mourut dans le voyage, à Panama.

Après son départ, le vice-consulat fut occupé par M. Masson, agent par intérim. M. Masson, ancien clerc d'avoué à Paris, ex-pharmacien de Valparaiso, parti de France pour être répétiteur dans un pensionnat du Chili, et enfin, en dernier lieu, chancelier de M. Verninac, n'apportait pour garantie, au vice-consulat, que des connaissances pratiques en procédure. Il a été cependant en possession de représenter la France à Valparaiso, c'est-à-dire dans le port le plus fréquenté de la côte occidentale et dans l'entrepôt de tout le commerce de l'océan Pacifique, jusqu'à la nomination de M. Cazotte. C'est sous son agence que s'éleva, entre le vice-consulat de Valparaiso et M. Ragueneau de la Chesnaie, une contestation à peu près semblable à l'affaire de la *Jeune-Nelly*, relativement au *Trophée*, navire de Bayonne. Ces dissensions, dans un pays où les yeux de la haine sont continuellement ouverts sur les démarches des Français, ne furent pas moins déplorables, et la mort de M. de la Chesnaie augmenta la situation piteuse de nos consuls. M. de la Chesnaie fut provisoirement remplacé à Santiago par son chancelier, M. Bardel, dont les titres à ces fonctions étaient pareils à ceux de M. Masson pour le vice-consulat de Valparaiso. Tels ont été, à une époque où les relations de la France avec la Bolivie n'étaient pas encore ce qu'elles sont maintenant et où les événements de la révolution de juillet avaient là-bas un contre-coup souvent fâcheux, nos représentants consulaires au Chili, qui est la porte des états de l'intérieur; car on ne saurait compter pour un débouché de quelque valeur l'unique et misérable port que la Bolivie possède sur la côte. Au moment où nous écrivons, M. Dannerly vient enfin d'occuper le consulat de Santiago, et M. de Cazotte gère le vice-consulat de Valparaiso; mais les atteintes que le commerce a souffertes jusqu'à leur nomination sont presque irréparables.

La déconsidération que le nom français supporte maintenant au Chili a d'ailleurs commencé sous le consulat de M. de la Forêt en 1830. Oubliant la délicatesse de ses fonctions, surtout chez une nation républicaine, M. de la Forêt voulut se mêler de la politique intérieure du pays; le peuple chilien répondit à cette indiscretion en saccageant la maison du consul, qui fut obligé de se réfugier en France. Le gouvernement du Chili offrit aussitôt une indemnité; et, il faut le dire, les procédés dans cette affaire ne vinrent pas du nôtre, qui aurait dû se rappeler la place qu'il tient dans la civilisation. Non seulement l'indemnité fut acceptée, mais encore nous l'exigeâmes du gouvernement chilien à un taux qui dépassait l'estimation raisonnable du saccage, et il eut la bonne grâce de payer, quoique les premiers torts fussent du côté de notre consul, M. de la Forêt occupe aujourd'hui le consulat de New-York.

Tous ces griefs réunis, on doit le sentir, n'ont pas amélioré la position de notre commerce dans l'Amérique du Sud. Il faut noter aussi que les consuls français, malgré leur caractère diplomatique, ne respectent pas toujours les usages du pays; et cette faute, qui serait déjà impardonnable dans un simple négociant ou dans un voyageur isolé, devient de la plus haute inconvenance chez un agent du gouvernement. Nous n'en citerons qu'un exemple.

Il y a huit ans, M. Saillard, aujourd'hui consul à la Nouvelle-Orléans, homme d'expérience et de fermeté, mais qui se trouvait à son début dans la carrière, était vice-consul au Callao. A bord du navire qui le transporta au Pérou, il eut une querelle dont les motifs privés ne nous regardent pas, avec le vice-consul de Valparaiso, qui se rendait également à son poste sur le même bâtiment. En dépit des lois du Chili, qui défendent le duel sous peine de mort, même entre des étrangers, nos deux agents se battirent aux portes de Valparaiso, où M. Saillard eut le malheur de tuer son adversaire. Les Chiliens ne pardonnent pas les violations, et leur susceptibilité n'a pas besoin de commentaire.

Ce qu'il convient de montrer au Chili, pour ne pas négliger les

intérêts français tout en respectant les lois du pays, c'est une observation impartiale, mais assez difficile, des droits que chaque réclamant peut respectivement fonder, dans toute espèce de contestation, sur les usages et les règlements de la nation à laquelle il appartient. Telle fut la conduite de M. de la Chesnaie, en 1833, lorsque le gouvernement du Chili voulut contraindre les Français à faire partie de la garde nationale de Santiago. Les consuls anglais sont toujours prêts dans de semblables circonstances, parce qu'on les choisit généralement parmi les négociants établis depuis long-temps sur la côte, et en raison de cette longue résidence, sachant au juste de quelle façon se ménagent les habitudes orageuses du Chili. Malheureusement, le code maritime et la législation des assurances sont aujourd'hui si compliqués, que les commerçants français, malgré leur expérience, se trouveraient fort embarrassés dans un poste où des connaissances spéciales sur la matière sont plus que jamais indispensables.

Nous ne terminerons pas ces réflexions sans nous faire l'écho des justes réclamations du commerce à l'égard des agents consulaires du Pérou. Habituellement, le vice-consul du Callao réside à Lima, où se tient déjà un consul, par le motif fort simple que Lima est d'un séjour plus agréable que le Callao. Il en résulte que les capitaines, lorsqu'ils sont dans l'obligation de faire dresser des procès-verbaux devant la chancellerie, se voient forcés de mener leurs équipages à trois lieues de la côte. Il est impossible que le gouvernement n'ait pas donné des ordres sur cet abus déjà signalé.

MONITEUR DU 15 JUILLET.
PALAIS MODERNE.

Le *Moniteur* publie aujourd'hui les états comparatifs des recettes de l'exercice de 1836 avec celles des exercices 1834 et 1835.

Ces tableaux présentent les résultats suivants :	Augmentation sur 1834.	Augmentation sur 1835.
Droits d'enregistrement, de timbre, de greffes et d'hypothèques.	7,560,000	4,021,000
Droits de douanes, de navigation, etc.	5,514,000	2,231,000
Droit de consommation des sels, perçus à l'intérieur sur les côtes.	1,742,000	1,047,000
Droits sur les boissons.	8,525,000	1,425,000
Diverses taxes indirectes (voitures publiques, navigation, etc.).	1,540,000	363,000
Produit d la vente des tabacs.	2,446,000	1,902,000
Produit de la vente des poudres.	186,000	24,000
Produit de la taxe des lettres et du droit de 5 p 100 sur les envois d'argent.	1,203,000	753,000
Produit de la taxe du service rural des postes.	162,000	93,000
Produit des malles-postes et des paquets.	15,000	30,000
Droits de consommation sur les sels, perçus à l'intérieur. Diminution.	237,000	86,000
	25,695,000	11,889,000
Augmentation totale.	23,458,000	11,803,000

Ces augmentations se divisent ainsi :
Pendant le premier trimestre 1836 (augmentation sur 1834). 11,545,000
Pendant le deuxième trimestre 1836 (augmentation sur 1834). 11,915,000

25,458,000
Pendant le premier trimestre 1836 (augmentation sur 1835). 4,867,000
Pendant le deuxième trimestre 1836 (augmentation sur 1835). 6,936,000

11,803,000
L'augmentation de 2,231,000 fr. sur les droits de douanes et de navigation perçus pendant le premier semestre de 1836 a eu lieu nonobstant une diminution de 2,069,000 fr. qu'ont éprouvée pendant le même temps les droits sur les sucres coloniaux ou étrangers; en sorte que sans cette circonstance spéciale, l'accroissement des droits de douanes eût été de 4,300,000 fr. A la perte de 2,069,000 fr. il faut ajouter une autre somme de plus de 1,700,000 fr., montant de l'augmentation des primes payées pendant le premier semestre de 1836, à l'exportation des sucres raffinés, comparativement aux paiements qui ont été effectués sur ces mêmes primes pendant le premier semestre de 1835. La perte sur les sucres s'élève ainsi, pour le premier semestre de 1836, à environ 5,800,000 francs.

Un état, qui sera publié sous peu de jours, donnera le développement de ces résultats par quantités, natures et provenances de marchandises.

A la suite de ces états, le *Moniteur* publie un tableau des augmentations ou diminutions mensuelles sur les recettes pendant le deuxième trimestre de 1836, sur le trimestre correspondant des années 1834 et 1835.

Il résulte des états et tableaux ci-dessus que les recettes des six premiers mois de 1836, sur les impôts et revenus indirects, sont de. 297,898,000

On a vu, dans les états insérés au *Moniteur* du 15 avril dernier, que les recettes du premier trimestre ont été de 144,664,000

Les recettes du deuxième trimestre se sont donc élevées à 153,234,000 Et ont excédé d'une somme de 8,570,000 fr. le produit des trois premiers mois.

Dans un temps où la parole était esclave, on jeta sur l'idée un style muet, obscur, impénétrable. Les initiés seuls traversaient du regard cette écorce et allaient jusqu'au sens intime. Oui, nous ne saurions le proclamer trop haut, sous ces rites, ces hiéroglyphes et ces signes occultes, il y a toute une histoire qui dort depuis trois siècles d'un sommeil d'oubli, et qui attend son Champollion. Si cette langue est sombre et merveilleuse, c'est que l'idée avait alors besoin de ténèbres; c'est qu'elle voulait parler aux hommes un verbe grave, savant, pittoresque; c'est qu'elle s'imposait ainsi par terreux aux imaginations jeunes et ardentes.

Et puis, est-il nécessaire qu'une société secrète ait nettement formulé son idée pour inférer qu'elle en contient une? Non, sans doute: ces sociétés-là n'accouchent qu'en mourant. Leur œuvre, suivant qu'elle vient à bien ou qu'elle avorte, les avoue fécondes ou stériles. Or, quelle fut l'œuvre de la cabale? Pour indiquer tout d'abord un fait que nous nous réservons de prouver ailleurs, nous dirons: L'œuvre que la cabale porta huit siècles dans ses flancs, qu'elle a nourrie de son lait et de sa substance, qu'un jour elle lâcha furieuse, saignante et échevelée sur le monde, — c'est la révolution de 89.

Ici j'en entends qui s'écrient: — Nous voulons bien que ces sociétés secrètes n'aient pas été vides d'intention et de but; mais ce but n'était que mensonge, déception, folie. Ces hommes déviaient. Vous avez beau tourmenter leur système, vous n'en d'égarez qu'une chimère. Croyez-moi, aujourd'hui que le temps a passé dessus, leur doctrine est cendre, et l'urne où elle repose sonnera creux sous votre examen. — Erreur!

Autour du berceau de tous les peuples, nous trouvons un grand nombre de sociétés secrètes. Les hommes qui pensent ont alors deux besoins, celui de s'isoler et celui de s'unir: de s'isoler d'un milieu toujours bruyant et agité; de s'unir aux âmes calmes, graves, studieuses. Il n'appartient qu'aux âges avancés de mettre en commun toutes les lumières. Au temps dont nous parlons, l'intelligence ne serait pas comprise, et ne tarderait pas à être débordée par l'action; elle s'abrite alors derrière les rochers ou les murailles; les forêts autour d'elle opposent leur silence et leurs ombrages au bruit, au mouvement et à l'éclat. Les idées religieuses surtout mettent toute une solitude entre elles et le tumulte d'un siècle guerrier.

Pour s'abstraire du monde, le savant n'a d'ailleurs pas besoin d'en sortir. Au sein d'une société oisive et grossière, voyez-vous cette cellule murée où le jour descend à travers une grille? c'est un tombeau. Dans ce

tombeau il y a un homme. — Passez vite et parlez bas, car vous devez le repos aux morts! — L'homme qui est là s'entoure d'ombre et d'oubli; son lit est une bière, sa lampe brûle, pâle et livide comme celle des sépultures. Jamais squelette ayant vingt pieds de terre sur la poitrine ne resta plus ignoré, plus silencieux, plus enseveli; jamais monument où l'on a écrit *ci-gît* ne fut plus fidèle à retenir sa proie. C'est la science qui a la clé de ce tombeau; c'est elle qui, courbant sur un livre le chef ridé et les cheveux blancs de cet homme, lui crie: travaille! — Pourtant le ciel est bleu; pourtant les fleurs renaissent au soleil de mai; pourtant les quais serpentent là-bas couronnés de femmes et de verdure. — Travaille! travaille! Le monde bouillonne à l'entour; ses flots montent quelquefois jusqu'à la lucarne du savant, puis ils retombent effrayés. Le vieillard est déploré à voir tant il a les mains osseuses, les tempes nues et caves. Un jour il se fait plus de silence encore au fond de sa cellule, et la foule, qui ne juge que sur les apparences, qui ne sait pas que l'homme est souvent cadavre avant d'être froid, voyant des yeux fixes, des lèvres bleues, des membres raides et glacés, dit: — Il est mort.

Ces hommes, ainsi séparés du monde, ne tardent pas à sentir que la solitude leur est mauvaise; une loi d'attraction les rapproche dans l'ordre de leurs croyances, de leurs aptitudes et de leurs sympathies. De là, ces groupes divers qui font cercle autour de certaines idées et qui forment mille petites sociétés dans l'état.

Du jour où l'idée luit à toutes les intelligences, ces sociétés, qui étaient autant de foyers partiels, deviennent inutiles et dangereuses; un souffle les éteint comme ces flambeaux oubliés dans une nuit d'orgie qui s'avisent de brûler encore en face du soleil.

Voilà qui explique l'ironie dont quelques esprits sages entourent les rites et les mystères de nos francs-maçons. Je crois, comme eux, le celtique *arcane* un appât jeté à la candeur des esprits avides. Je ne vois dans leur initiation qu'un logographe dont le sens est perdu. Ainsi, des autres sociétés secrètes. Aux carbonari, je dirai: — Pourquoi bâtir sous terre quand l'édifice est là qui attend des bras jeunes et laborieux? Le temps des clubs est passé. Ne croyez pas que vos efforts isolés et aveugles pousent devant eux les événements. Disperser vos forces, c'est les jeter au vent; les retirer de la foule, c'est être coupable. Oh! croyez-nous, joignez vos bras à ceux de vos frères, mêlez votre souffle au nôtre, et l'œuvre ira plus vite, et la marée montera, et toutes les choses basses ou ignobles, qui nous entourent enoore, seront débordées par le mouvement.

D'où il appert que les sociétés secrètes, comme d'ailleurs toutes les institutions, ne vont qu'à un seul âge des peuples. Si dès la fin du dernier siècle leurs mythes, leurs formes, leurs symboles, leurs mystères, rendent un son vide et creux; c'est que le signe avait déglissé les choses; c'est que toutes les idées, prisonnières dans ces écaillés, les avaient percées du bec et s'étaient abattues, éployées sur le monde.

Il est d'ailleurs injuste de déverser à ces formes l'oubli et le dédain, puisque l'intelligence y séjourne pendant quatre siècles. Le tyrré eût alors subi la censure et le bâcher. Une inquisition sévère entourait l'enseignement. L'art, quoique plus libre et plus hardi, tombait sous la surveillance de l'église et de l'état. Il n'y a que la cabale qui se pose sur certaines idées précoces, osées, séduisantes, et qui les enveloppe de son mystère. Ceci fut un bien. Alors, la liberté eût inévitablement rencontré la réaction ou l'abus. Exposée au grand air, dans un temps où le fait brut et armé dominait, l'intelligence eût couru les risques de s'éventer. Pour qu'elle se conservât, il fallait la tenir quelque temps sous verre, ou, en d'autres termes, la couvrir de l'emblème et du mythe. C'est ce que firent les sciences occultes.

Nous ne sommes pas, comme on voit, de ceux qui placent l'histoire dans les événements ou les hommes. L'historien, selon nous, doit évoquer les siècles; nouveau Robert, il doit cueillir sur le tombeau du passé ce rameau vert et mystérieux qui rompt les charmes de la mort. Le voici qui s'avance à pas lents dans une forêt sombre. L'air tremble autour de lui; les cyprès, les étoiles, les oiseaux de nuit le regardent en silence. Il est au pied du monument sur lequel l'arbre fatal laisse pleurer ses longs feuillages. Le frisson le prend. Il n'ose étendre la main vers le rameau; car il sait qu'il va briser le charme. — Oh! dût le ciel devenir de sang, dût la terre me vomir ses flammes, dussent les follets, les démons et les spectres secouer sur moi leurs flambeaux et leurs lincoils; dût l'ombre surgir de son tombeau irritée et menaçante, dût la mort elle-même m'apparaitre; rameau divin, je te cueillerai! Avec toi je serai plus fort que les hommes et que l'enfer; les monstres et les formes hideuses des esprits de nuit fuiront devant nous, les mille bouches du sarcasme et de l'envie se fermeront; car tu es un symbole de la vérité!

ALPHONSE ESQUIROS

ADMINISTRATION DES POSTES. — AVIS.

Le directeur de l'administration des postes a l'honneur d'informer le public que, conformément aux dispositions de l'ordonnance du roi du 26 du mois de juin dernier, les personnes qui voudront, à dater du 13 du présent mois de juillet, adresser des lettres pour le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les colonies ou possessions anglaises où l'administration des postes de la Grande-Bretagne entretient des bureaux de poste (1), auront le choix : premièrement, de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires; secondement, de payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination; troisièmement, de n'acquiescer ce port que jusqu'à la frontière du territoire français, le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux récipiendaires de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en vertu de la convention du 30 mars 1836, pour les lettres à envoyer par eux en France.

Le mode d'affranchissement libre ou facultatif ci-dessus, établi en faveur des lettres ordinaires, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

Le public pourra, en outre, expédier des lettres pour les pays d'outre-mer indiqués dans le tableau ci-après, soit par la voie des paquebots réguliers de l'administration des postes de la Grande-Bretagne, soit par les bâtiments de commerce partant des ports de l'Angleterre, en exprimant sur l'adresse des lettres la volonté de les faire acheminer par l'une des voies susdites, dans les termes ci-après : 1° Voie d'Angleterre, paquebots réguliers; ou bien : 2° Voie d'Angleterre, bâtiments de commerce.

Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises qui seront envoyés, affranchis ou non affranchis, de France pour la Grande-Bretagne, l'Irlande et les colonies ou possessions anglaises où l'administration des postes de la Grande-Bretagne entretient des bureaux de poste, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et règlements de la France et de la Grande-Bretagne.

Le public pourra envoyer des lettres dites chargées à la destination de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Le port de ces lettres sera établi d'après les tarifs combinés des deux pays; il devra toujours être acquitté d'avance.

Les journaux anglais envoyés en France ne supporteront, pour le parcours sur le territoire français, qu'une taxe de 4 centimes par feuille, laquelle sera payable par le destinataire.

Quant aux journaux français destinés pour le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ils seront soumis à la taxe de 4 centimes par feuille d'impression de trente décimètres carrés et au-dessous, et suivant la progression établie par le second paragraphe de l'art. 8 de la loi du 15 mars 1827. Cette taxe sera acquittée par l'expéditeur.

Toutefois, les journaux anglais destinés pour la France, ainsi que les journaux français destinés pour la Grande-Bretagne, ne seront admis que moyennant qu'ils seront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois et arrêtés qui régissent, dans les deux pays, les conditions de leur publication et de leur circulation.

Suit un tableau, dont nous donnons le contenu, indiquant les correspondances transportées par les paquebots réguliers de l'administration des postes de la Grande-Bretagne, et par les bâtiments de commerce partant des ports de la Grande-Bretagne.

Destination. — La Jamaïque, la Barbade, les établissements et les îles britanniques dont les malles sont transportées par les paquebots de la Jamaïque et des îles du Vent, et l'Amérique septentrionale britannique. — Paquebot régulier, partant de Londres les premier et troisième mercredis de chaque mois; affranchissement libre.

Destination. — La Martinique, la Guadeloupe, Saint-Domingue et les Etats-Unis d'Amérique. — Paquebot régulier, le troisième mercredi de chaque mois; affranchissement forcé.

Destination. — Le Portugal. — Paquebot régulier, tous les mardis; affranchissement forcé.

Destination. — Madère, les Açores et les îles Canaries. — Idem.

Destination. — Carthagène, la Guayra et Honduras. — Paquebot régulier, le troisième mercredi de chaque mois; affranchissement forcé.

Destination. — Le Brésil, Buenos-Ayres, le Chili, le Pérou et tous autres lieux de l'Amérique du Sud dont les malles sont transportées par les paquebots du Brésil. — Paquebot régulier, le premier mardi de chaque mois; affranchissement forcé.

Toutes autres correspondances non comprises dans les paragraphes précédents, et originaires ou à destination de toutes les parties du monde, ne peuvent être expédiées que par bâtiments de commerce.

Pour toutes les dépêches à expédier par bâtiments de commerce, l'affranchissement est toujours forcé.

CÉRÉALES.

M. le ministre du commerce vient d'adresser aux préfets des départements le tableau ci-après des importations et des exportations des céréales pendant l'année 1836 :

(Les quantités sont exprimées en quintaux métriques.)

Importations.			
	Froment.	Autres grains.	Farines.
Pendant les quatre premiers mois de 1836.	1,511	998	12
Pendant le mois de mai.	2,451	44	5
Total.	3,742	1,022	17
Exportations.			
Pendant les quatre premiers mois de 1836.	7,559	14,548	13,140
Pendant le mois de mai.	2,162	6,766	3,148
Total.	9,521	21,114	16,288

Entrepôts.

Quantités existantes dans les entrepôts au 1er juin 1836.

40,565 4,410 14,440

On remarquera que pendant les quatre premiers mois de l'année les exportations dépassent de beaucoup les importations. Ce résultat est le même que celui des années précédentes. Il prouve suffisamment qu'il n'y avait aucun fondement dans les craintes manifestées par les adversaires de la demi-liberté accordée par la loi du 15 avril 1835 au commerce des céréales. On voit en effet qu'en supprimant la prohibition, en permettant l'importation moyennant des droits proportionnés aux prix officiels des marchés réguliers, on n'a pas créé une concurrence qu'ils redoutaient sur les marchés intérieurs, puisque la France a vendu plus de céréales qu'elle n'en a achetées.

D'une autre part, la population n'a pas à craindre les conséquences du renchérissement qui s'est manifesté dans les prix au commencement du printemps; puisque, grâce à l'abaissement proportionnel du tarif d'entrée, les importations du froment ont aussitôt atteint et même un peu dépassé le niveau des exportations, et les approvisionnements se sont trouvés assurés, ainsi que l'attestent d'ailleurs les quantités existantes au mois de juin dans les entrepôts.

L'AMBASSADE DE LONDRES ET M. GUIZOT.

Il y a différentes manières de solliciter des places et même de les obtenir : s'il y a celle du mérite qui attend qu'on le vienne chercher, il y en a une autre beaucoup plus sûre, beaucoup plus efficace, c'est de faire dire qu'on ne veut pas d'une place ou qu'on l'a vingt fois refusée.

On se drape alors avec le manteau de l'héroïque modestie, du dévouement romain : c'est Cincinnatus qu'on voudrait encore arracher à sa charrue, ou Dioclétien qui préfère la bêche du jardinier de Salone au sceptre des Césars. Il y a, Dieu merci, à choisir parmi les quelques centaines de philosophes dont parlent l'histoire et la morale en action.

Mais aujourd'hui, c'est le tour du chancelier de l'Hôpital, que les amis d'un ex-ministre voudraient ressusciter dans sa personne; ils parlent déjà d'une autre retraite de Vigny, où il va, comme le vertueux ministre de trois rois, chercher un refuge contre les pressantes sollicitations qui l'appellent à un poste important. S'il faut en croire ses amis, les courtisans de sa grande décadence, M. Guizot aurait refusé obstinément l'ambassade d'Angleterre. Ce devait être le gage d'une reconnaissance sincère entre lui et M. le président du conseil, qui aurait fait les premières ouvertures pour un accommodement. Mais M. Guizot serait resté inflexible. Il s'en va à Evreux, consacrer trois ou quatre mois de solitude à la composition d'un nouvel ouvrage historique : il ne veut entendre parler ni d'ambassade, ni de M. Thiers, ni de raccommodement.

(1) Ces possessions sont principalement : les colonies anglaises des Indes occidentales, la Jamaïque, la Barbade, Demerari, la Trinité, l'Amérique septentrionale britannique, Québec, Halifax, etc., etc.

Il ne manque à ce récit officieux que la vérité. On a prononcé une fois, une seule fois, le nom de M. Guizot à Neuilly, il y a quelques jours, au sujet du remplacement de M. Sébastiani; mais un demi-sourire fort significatif a forcé l'inconséquent ami qui avait prononcé ce nom à garder le silence. C'est que; franchement, M. Guizot n'a ni la taille ni l'étoffe d'un ambassadeur, surtout d'un ambassadeur à Londres, où l'on est habitué à ne voir pour représentants de la France que des ducs, des princes et des généraux. M. Guizot n'est pas même baron, comme M. Thiers, et probablement ne songe pas à le devenir.

M. Guizot n'a donc pu refuser une place qu'on ne lui avait pas offerte; mais l'a-t-il demandée, la désire-t-il? c'est une autre question. Toutefois l'initiative complaisante de M. Thiers en faveur de son ancien collègue est un fait positif : elle prouve que les deux anciens amis, qui tant de fois ont invoqué leur amitié fraternelle à la tribune, ne sont pas des ennemis irréconciliables.

L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE, PAR M. THIERS, DÉPENDUE DANS LES COLLÈGES.

L'Histoire de la Révolution française, par M. Thiers, lui cause en ce moment d'amers regrets, de pénibles angoisses. C'est dans cet ouvrage que les opinions excentriques vont chercher leurs principaux arguments; c'est là qu'elles prennent les armes acérées de la logique révolutionnaire. Quand l'auteur écrivait, pouvait-il prévoir qu'il serait un jour presque obligé de renier son œuvre, de faire, pour ainsi dire, divorce avec son titre de gloire littéraire, qui lui a ouvert la porte de la grandeur ministérielle et celle de l'académie?

Mais ce n'est pas tout : voici que cette histoire est signalée comme un livre d'une lecture dangereuse à tous les membres du corps enseignant. Elle vient d'être défendue dans tous les établissements dépendant de l'université, non par un arrêté spécial de M. le ministre de l'instruction publique, mais par une communication confidentielle, émanée du secrétariat-général.

Cet ouvrage était, depuis 1830, donné en prix dans la plupart des maisons d'éducation et dans quelques collèges de Paris.

L'avis ministériel attribue l'exagération politique de quelques jeunes têtes à la lecture d'une histoire mise depuis long-temps à l'index par la cour de Rome. Il a fallu quelque courage de la part de M. Pelet de la Lozère pour signer ou sanctionner cet arrêt de proscription littéraire contre le plus puissant de ses collègues.

Il ne manquerait au martyre historique de M. Thiers que de voir son histoire saisie, par les commissaires de police, aux étalages des libraires.

DE L'ÉVÊCHÉ D'ALGER OU D'HIPPONE.

Quelques journaux ont parlé de l'institution d'un évêché à Alger, et l'on a même dit que le pape qui y serait promu prendrait le titre d'évêque d'Hippone, pour rappeler une des gloires de l'église chrétienne, pour honorer la mémoire de saint Augustin, dont les gens du monde lisent les Confessions, même après celles de J. J. Rousseau.

Il y a long-temps que les instances du clergé français et surtout les sollicitations de la cour de Rome provoquent de la part du gouvernement un acte qui aurait pour but de rétablir avec solennité le christianisme aux lieux où il fut jadis florissant. Mais on y a mis tant d'ardeur, que ce zèle a paru suspect, et, dans le conseil des ministres, même lorsque M. Guizot et ses amis y étaient en majorité, des objections graves ont fait ajourner l'exécution du projet.

On supposait, avec quelque raison, que les populations musulmanes et juives s'effraieraient à la vue d'un chef catholique déployant, pour ainsi dire, la bannière de la propagande religieuse et de la conversion. C'était une démonstration dangereuse dans une colonie où il y a tant de mosquées, tant d'hérétiques disposés à craindre l'intolérance et le fanatisme des conquérants, quoique ceux-ci soient bien loin de ressembler aux soldats catholiques de Pizarre et de Fernand Cortez.

Il a donc été décidé qu'il n'y aurait encore ni d'évêque d'Alger, ni d'évêque d'Hippone, mais qu'un haut employé du ministère des cultes, appartenant à l'état ecclésiastique, serait chargé d'administrer les affaires religieuses dans nos possessions d'Afrique. Il doit être subordonné au gouverneur-général, qui sera l'intermédiaire de la correspondance de ce directeur avec le ministre. Ainsi, n'ayant pas de titre ostensible, il ne pourra blesser les pieux scrupules et les préjugés des populations. Les mosquées et les églises seront également protégées, sans distinction, sans privilèges.

Le voyage de M. l'abbé Lacordaire à Rome n'est point étranger à l'affaire de l'évêché dont le pape désirait l'établissement. Mais quoique le gouvernement ait déclaré qu'il ne pouvait accorder cette satisfaction au pontife, le nonce n'en continue pas moins ses démarches actives, comme s'il espérait triompher des obstacles qu'on lui oppose, en faisant intervenir dans cette question et en intéressant à la cause de la religion la pitié de quelques dames de la cour.

Il est difficile à la presse quotidienne de soumettre à une enquête contradictoire préalable tous les faits qu'elle reproduit, et qu'elle puise à tant de sources diverses. L'enquête ne peut pas toujours précéder la publication; mais la vérité et la bonne foi n'en sont pas moins respectées, dès qu'un journal s'empresse de rectifier les suppositions erronées qu'il a accueillies. De ce nombre serait le démenti de prérogatives supposé entre M. de Gasparin et M. Edmond Blanc. Après ce loyal avertissement, les lecteurs de la PRESSE seront fondés à croire exacts tous les faits que les intéressés ne feront point démentir ou rectifier.

NOUVEAU PROCÈS DE LA REVUE DE PARIS.

La Revue de Paris semble vouloir prendre des allures tout à fait normandes, et les cinq ou six petits procès de la comtesse de Pimbeche l'empêchent de dormir. La Revue de Paris n'en est encore qu'à son second; mais le caractère conciliant de sa direction promet le reste; le procès Balzac est encore tout chaud, et la Revue de Paris est encore citée devant le tribunal de commerce pour le 26 juillet. Il paraît que cette fois-ci le collaborateur de la Revue soutiendra lui-même sa demande.

La Phalange, journal de la science sociale, vient de faire paraître son premier numéro. Ce recueil, qui annonce qu'il paraîtra dix fois par mois, nous a semblé rédigé fort gravement et de manière à ce que l'on discute ses principes. Nous le ferons très prochainement, convaincus que tout le monde gagne à la publicité des idées.

DÉBATS DE LA PRESSE.

Depuis quelques jours, les articles et nouvelles publiés par la Presse sont souvent reproduits textuellement par les autres journaux; mais jusqu'à présent ils s'étaient abstenus d'indiquer la source où ils puisaient. Ce silence est une marque d'estime que nous apprécions à sa juste valeur. Nous craignons, en effet, qu'on ne se serve à la publicité de notre titre? Ce qui pourrait nous faire croire qu'on fait assez de cas de nous pour nous dépouiller sans nous nommer, c'est que nous voyons citer soigneusement le Siècle, notre confrère (à 48 francs), dans les rares emprunts qui lui sont faits. Aujourd'hui, un journal, qui ne veut pas faire mentir son titre, revient au sentiment de justice qui empêche de s'approprier le travail d'autrui. L'Impartial reproduit, comme appartenant à notre rédaction, un article sur l'irritation des esprits en Belgique.

Le même journal renouvelle l'approbation qu'il a donnée hier aux nominations nouvelles annoncées par le Moniteur; cette fois il motive son approbation sur la pensée large que manifeste le ministère de conciliation en ne limitant pas ses choix dans une seule nuance parlementaire.

— Le Constitutionnel signale le pieux empressement qu'a mis le haut clergé de France à témoigner son dévouement au roi à l'occasion de l'attentat du 25 juin. Il relève les expressions contenues dans les mande-

ments publiés par les évêques dans cette circonstance, et remarque que tous se sont servis des mots : roi des Français, et non pas de l'expression équivoque, remarquée dans certain mandement, qui est même demeurée solitaire entre tous les autres.

— Le Courrier Français revient sur la nécessité d'employer, pour calmer les passions et adoucir les haines trop long-temps irritées, tout ce qui se peut essayer sans que la dignité véritable du gouvernement ait à en souffrir. Le même journal voit dans les dernières nominations une raison pour les fonctionnaires qui, sans être ni pairs ni députés, sont pourvus d'emplois à gros traitements, de craindre de se voir mis tous les ans en coupe réglée pour satisfaire les ambitions et les avidités parlementaires.

— Le Siècle rappelle la discussion de tous les journaux à l'occasion de l'attentat du 25 juin. Il répond à l'article du Journal des Débats sur l'expression erreur. Au surplus, le Journal des Débats peut se donner carrière; sûr d'avoir pour dernière raison contre ses adversaires les lois de septembre et le parquet.

— Le National répond paragraphe par paragraphe à l'article des Débats d'hier. Il nie se rappeler que dans la discussion sur l'attentat d'Alibaud son action ait jamais par personne été qualifiée d'erreur. D'ailleurs celui qui commet sciemment un attentat politique ne se trompe pas. S'il y a deux partis à prendre à l'égard d'une telle action, il n'y en a pas trois. Entre le dévouement et le crime, l'erreur serait une sorte de juste-milieu assez ridicule. La loi fait une distinction entre l'assassinat privé et l'assassinat politique; et si elle punit plus sévèrement l'un que l'autre, c'est qu'il cause une perturbation plus grande. Il s'est trouvé, même dans le conseil, dit-on, des voix qui ont imploré la grâce d'Alibaud : on ne sait pas que personne ait demandé celle de Lacenaire. Enfin, après avoir répondu phrase à phrase au Journal des Débats, le National arrive à signaler le passage où le Journal des Débats flétrit le crime de Brutus et celui de Charlotte Corday, et signale l'inutilité de tout assassinat politique. Sur ce terrain on peut s'entendre sur la vérité historique, mais qui a propagé l'opinion contraire, sinon les flagoratoires du Journal des Débats et autres, qui attribuent tout à Louis-Philippe?

— Le Journal des Débats cherche le sens des nominations récemment annoncées par le Moniteur. La plupart des choix lui paraissent bons. Trois seulement sont de nature à surprendre : celles de MM. Bulaire, Baude, et Félix Réal. L'un d'eux parle contre les lois de septembre, l'autre a voté contre elles, le troisième a signé le compte-rendu. Comme ces nominations sont interprétées défavorablement contre le ministère, le Journal des Débats, qui croit le ministère trop engagé dans le système établi de politique pour en pouvoir sortir, est fâché que le ministère prenne ainsi la conclusion pour la conciliation. Et il croit lui rendre service en protestant contre le sens que malheureusement l'esprit de parti peut donner et donne à ses actes.

— Dans l'article de la Gazette de France, nous remarquons le passage suivant, qui résume toute la pensée de l'article :

« Il avait posé en principe que les citoyens ont le droit de se faire juges des cas où il leur est permis de détruire par la violence un gouvernement établi. Il avait soutenu que ces cas existaient. Il avait spécifié les faits qui l'avaient déterminé à faire usage de ce droit prétendu. »

« Le devoir du ministère et des écrivains qui soutiennent le pouvoir était donc de réfuter ces principes en prouvant qu'ils manquaient de vérité, et de démontrer du moins que les cas allégués par Alibaud n'existaient pas. De cette manière, la publicité aurait neutralisé ses propres inconvénients, et peut-être même aurait-elle rétabli les idées d'ordre dans le point où elles étaient menacées. »

« Ni le ministère, ni les journaux dynastiques n'ont présenté aucune réfutation de ce genre. Nous ne balançons pas à dire que c'est de leur part un crime envers le pouvoir qu'ils servent. Ils laissent aussi aux allégations d'Alibaud toute l'influence funeste qu'elles peuvent avoir. »

« Il y a plus, ce silence du ministère et de ses organes ajoute encore au danger de la situation, et nous n'avons pas besoin de dire pourquoi. »

DÉBATS JUDICIAIRES.

COUR DE CASSATION. — SECTION CRIMINELLE.

GRAVE QUESTION DE COMPÉTENCE.

Audience du 15 juillet. — Présidence de M. de Bastard.

La cour de cassation a résolu aujourd'hui une question de haute gravité. Il s'agissait de savoir si, en matière de diffamation dirigée contre un membre du barreau, à l'occasion des fonctions par lui remplies en qualité d'arbitre amiable compositeur, la poursuite doit être intentée devant la juridiction correctionnelle, ainsi que l'a récemment jugé la cour royale de Paris au profit de M. Parquin, partie plaignante; ou si, au contraire, comme le soutenaient les demandeurs en cassation, MM. Sélmon Richomme et Blesoir, le débat en pareille circonstance doit être porté devant la cour d'assises.

La cour, après avoir entendu M. Degatine pour les demandeurs, M. Scribe, au nom de M. Parquin, et, sur le réquisitoire de M. l'avocat-général Parant et le rapport de M. le conseiller Rocher, rendu un arrêt longuement motivé, et que nous reproduisons textuellement, attendu l'importance de la décision qu'il renferme.

« La cour, vu les art. 1 et 2 de la loi du 8 octobre 1830, 15, 14 et 20 de celle du 26 mai 1819; 15, 16 et 18 de celle du 17 mai de la même année; 151 et 60 du Code de commerce;

« Attendu que la juridiction de la cour d'assises est, pour les délits de la presse, une juridiction de droit commun;

« Attendu que cette juridiction n'est incompétente, en ce qui concerne les écrits diffamatoires, qu'autant que l'action à laquelle ils donnent lieu ne se lie pas étroitement à une question d'ordre public;

« Attendu qu'aux termes des art. 15 et 16 de la loi du 17 mai 1819, combinés avec l'art. 20 de la loi du 26 du même mois, l'ordre public est intéressé toutes les fois qu'une allégation diffamatoire est publiquement dirigée par la voie de la presse contre les cours, tribunaux, corps constitués, dépositaires ou agents de l'autorité publique, ou contre toutes personnes ayant agi dans un caractère public;

« Attendu que les arbitres forcés, en matière de société de commerce, doivent être rangés dans cette dernière catégorie;

« Que ces arbitres constituent une juridiction instituée par la loi, qu'à la différence des arbitres volontaires, qui n'ont d'autre caractère et d'autre pouvoir que ceux qu'ils tiennent de la délégation des parties, les arbitres forcés ont été investis par l'article 51 du Code de commerce d'une attribution spéciale et exclusive, et substitués en ce point au tribunal de commerce sur les registres duquel sont transcrites leurs décisions;

« Attendu que si une ordonnance du président de ce tribunal est indispensable pour donner au jugement de ce tribunal arbitral force exécutoire, cette ordonnance, aux termes de l'art. 61 du même Code, doit être rendue pure et simple, sans aucune modification de ce délai de trois jours du dépôt au greffe;

« Qu'il résulte de cette disposition toute de forme, que les arbitres forcés ne sont dépositaires à ce titre d'aucune portion de l'autorité publique, mais qu'ils n'en agissent pas moins avec la plénitude des pouvoirs de juge, en vertu d'une mission légale, et que les actes de cette mission participent nécessairement du caractère public dont elle est revêtue;

« Attendu dès lors que ces arbitres, ainsi que ceux qui sont prévenus de les avoir diffamés à raison de leurs fonctions, ont droit aux garanties d'ordre public qui, aux termes et dans l'esprit des lois précitées sur la presse, résultent tant du jugement par jury que de l'admission à la preuve des faits diffamatoires;

« Que l'arrêt attaqué, en décidant que lesdits arbitres doivent être considérés comme des particuliers dans la relation de leur qualité avec les dispositions susmentionnées relatives à la diffamation, a faussement appliqué l'article 14, et par suite violé les articles 15 et 20 de la loi du 26 mai 1819, et 1er de la loi du 8 octobre 1830;

« La cour, par ces motifs, casse et annule, et renvoie les parties devant la cour royale de Rouen. »

NOUVELLES DIVERSES.

Vienne, 5 juillet. — Depuis deux jours le choléra a beaucoup perdu de son intensité dans les faubourgs, et le nombre des malades a considérablement diminué. Le roi de Naples a pu se convaincre combien les mesures d'exclusion à l'égard de cette maladie sont funestes au commerce. La capitale n'a rien perdu de son aspect florissant; la majorité des habitants fait à peine attention aux ravages du fléau; la cour elle-même donne l'exemple du courage et du dévouement. Le gouvernement s'occupe avec la plus grande activité du sort des personnes atteintes du choléra.

— L'habile mécanicien Hoyer, de Munich, a inventé une machine ad-

moyen de laquelle on peut filer des fils nombreux sans aucun secours de main d'homme; il suffit de poser dessus le lin serané. Napoléon avait fixé un prix d'un million de francs pour cette invention, et il y a plusieurs années que les Anglais avaient promis aussi 70,000 florins à l'inventeur.

— Le *Mercur de Souabe* annonce, en date de Vienne, 6 courant, que le duc régnant de Brunswick est arrivé dans cette capitale, où il a rendu visite au prince de Metternich et présenté ses hommages à LL. MM. impériales.

Une lettre de Dresde du 6 annonce que le duc d'Angoulême et le duc de Bordeaux sont arrivés le 5 à Toplitz, au palais de Pilnitz, où ils doivent s'arrêter quelques jours : leur intention est de visiter Dresde et d'examiner ce que cette ville contient d'intéressant.

— On écrit de Florence, le 29 juin :

« La grande-duchesse régnante est accouchée heureusement d'une archiduchesse. »

— Dans la paroisse de Poole, dans le Montgomeryshire, est morte le 20 juin dernier une femme âgée de 105 ans. Elle avait conservé l'entier usage de ses facultés. Quelques semaines avant sa mort elle a encore fait à pied 4 milles de chemin. Vers le même temps est mort un homme âgé de 107 ans.

— Les cadeaux que les gouverneurs des provinces turques ont faits au trésor impérial à l'occasion du mariage de la princesse Mîrîmah, fille du sultan, s'élevaient, dit-on, à plus de 50 millions de piastres turques (autant de francs).

— Lundi, un jeune homme de Bruxelles revenait à cheval de Boitsfort. Arrivé au milieu du bois de la Cambre, huit hommes cachés dans le taillis tombèrent sur lui, le descendirent de son cheval, le dépouillèrent de tout ce qu'il portait, même de ses vêtements.

« L'un des brigands se saisit des effets, monta le cheval, et la valeur est portée à 1,800 fr., se sauva; ses complices disparurent. Des personnes les entendirent traverser le bois. La malheureuse victime de ce guet-apens a fait sa déclaration à M. le bourgmestre d'Ixelles. Il était neuf heures et demie lorsque l'événement a eu lieu. » (Belge.)

— On écrit de Munich, 4er juillet :

« Hier, l'imprimeur Thein, de Wurzburg, qui était condamné par la haute-cour d'appel à huit années de travaux forcés, pour crime de tentative de haute trahison de lèse-majesté, et de publication d'écrits révolutionnaires, a fait amende honorable devant l'effigie du roi, dans la salle d'audience de la cour. Plusieurs spectateurs assistaient à ce supplice. »

Thein, qui est un homme fort robuste; a tenu, devant l'effigie du roi, un discours dans lequel il cherchait à se disculper, et a montré une grande fermeté de caractère. Après avoir fait amende honorable à genoux, il a été conduit dans la maison de force à Au. »

— On écrit de Varsovie, 50 juin :

« Avant-hier, le gouverneur militaire de Varsovie, l'adjudant-général Pankratjef, est mort ici après plusieurs semaines de souffrances. »

— On écrit de Dresde, 3 juillet :

« Hier a eu lieu ici, dans l'église réformée, la célébration du mariage du ministre des affaires étrangères de Prusse, M. Ancillon, avec Mlle Flore de Verquigneul, de Bruxelles. Aujourd'hui, le ministre est reparti pour Berlin. »

M. Ancillon est né en 1767, et se marie pour la seconde fois; il jouit d'une grande sante pour son âge; Mlle de Verquigneul est une Belge de beaucoup d'esprit. »

— On écrit de Bruxelles :

M. le marquis de Talaru, pair de France, est arrivé le 19 juillet à Bruxelles, se rendant aux eaux d'Aix-la-Chapelle.

Le même jour, M. le comte de Nowossiltzoff, président du conseil de l'empire russe, accompagné du conseiller d'état Gousson, est arrivé de Saint-Petersbourg, se rendant à Londres.

— On a reçu ce matin l'avis officiel au Lloyd, communiqué par l'honorable conseil privé, en date d'hier, que les villes suivantes ont été reconnues être infestées par la peste, tandis que d'autres encore sont suspectées d'en être atteintes : Alexandrie en Egypte, Damiette, Tunis, Constantinople, Maroc, Smyrne et l'île de Candie.

— On ne connaît pas bien jusqu'ici le but de l'expédition maritime turque dans la Méditerranée. Voici ce qu'on lit dans le *Moniteur ottoman* :

« Ainsi que nous l'avons annoncé précédemment, la tranquillité est parfaitement rétablie dans la province de Tripoli. Mais, en considération de sa grande étendue, S. H. ayant jugé convenable de la soumettre à une reorganisation qui prévienne à l'avenir le retour d'aucune scène de désordre, le grand amiral Tahir-Pacha a reçu une mission spéciale à cet effet et a mis à la voile le 2 de mouharrem (18 mai) avec quelques bâtiments de la flotte impériale, pour se rendre sur les lieux. Namik-Pacha, général de division dans l'armée maritime, est parti avec lui sous ses ordres. »

« Le defterdar de Tripoli, Azuri-Effendi, celui qui s'y trouve actuellement, est destitué et sera remplacé par Mehmed-Redjef-Effendi, ancien malikiané kalfassi, dont la capacité est connue et à qui vient d'être conféré le titre de kodjakian. »

— Les dernières fouilles faites à Herculaneum ont fait découvrir dans cette ville souterraine une magnifique hôtellerie; la première cour intérieure, dont le pavé en mosaïque de diverses fleurs était destiné à l'usage des animaux domestiques; les magasins et les chambres à coucher environnaient la dernière.

— On a placé depuis peu de jours sur la terrasse du bord de l'eau un lion en bronze étouffant un serpent. Ce groupe est de M. Barye.

— La vieille tour Saint-Jacques-la-Boucherie est en vente sur la mise à prix de 259,000 francs. On s'étonne que le gouvernement n'achète pas ce monument remarquable, que le plan de la nouvelle rue Louis-Philippe doit respecter dans son alignement.

EXPOSITION PUBLIQUE.

Hier vendredi, à eu lieu, sur la place du Palais-de-Justice, l'exposition publique des derniers condamnés qui doivent faire partie de la chaîne, dont le départ pour Brest est fixé au 19 de ce mois. Parmi les huit condamnés qui ont figuré aux poteaux de l'infamie, on remarquait le nommé François, complice de Lacenaire et d'Avril, deux des principaux voleurs récemment condamnés par la cour d'assises de la Seine, convaincus d'avoir commis plusieurs soustractions de montres au préjudice de M. Bolviller et autres horlogers. Dans le nombre, se trouvait le nommé May, dit Mayer, qui doit subir 50 années de travaux forcés.

VARIÉTÉS.

M. LE BARON LARREY

A L'HOTEL ROYAL DES INVALIDES.

« Je lègue cent mille francs au baron Larrey, comme au plus bonnet homme que j'aie connu. » (Testament de Napoléon.)

L'ancien chirurgien en chef de la grande armée est maintenant à la tête du service de santé de l'hôtel royal des Invalides. Il achève ainsi dans le pyramide ouvert aux souffrances, aux infirmités et aux mutilations des soldats qui ont le plus anciennement servi la patrie, l'œuvre de secours et de consolation qu'il a commencée il y a cinquante ans, sur les champs de bataille de l'Amérique, et qu'il a poursuivie avec une si courageuse activité en Italie, en Egypte, en Espagne, dans toute l'Allemagne, en Russie, en France, à Waterloo enfin, où il suivit ses héroïques blessés, prisonniers de guerre des Anglais, nos hôpitaux militaires ont retrouvé pendant la paix le zèle infatigable de cet homme, que l'empereur avait associé à sa gloire, dans l'asile des dernières douleurs; c'est encore lui qu'on revoit au chevet de ces nobles débris, ruines vivantes de notre histoire moderne.

Les récits apprennent mieux à connaître les hommes, les choses et les événements, que les livres ne peuvent le faire. C'est toujours une bonne fortune que la conversation, la causerie même de ceux qui ont vécu au milieu de ce qu'ils racontent. Hélas! chaque jour ils deviennent plus rares,

ces narrateurs qui peuvent exposer, avec l'aide de leurs propres souvenirs, les fastes qui ont rempli les quinze premières années de ce siècle. Les véritables mémoires contemporains, ceux que le souvenir dicte, ceux que le cœur anime, ceux que la bouche exprime, ceux que l'on recueille à la fois avec le regard et avec l'attention, à mesure que les faits éclaire la pensée tour à tour glorieuse, accablée, triste, fière, joyeuse, méditative, mélancolique, instantanée, lente ou inspirée; ces mémoires s'en vont. A leur place, insensiblement, par les merveilles d'un séduisant artifice, le style met le roman historique. Hétons-nous donc de recueillir ces dernières et précieuses traditions partout où nous sommes assez heureux pour les rencontrer.

Pour contempler les combats de tous les points de vue, l'ambulance est, sans contredit, le moins brillant. Les fanfares, les cris de triomphe, retentissent ailleurs; là, ce ne sont que des gémissements, des soupirs étouffés et des grincements de dents; en d'autres lieux, la valeur, l'intrepidité et le dévouement se parent des plus éclatantes couleurs; là, les vertus les plus sublimes; le plus admirable résignation, ne se manifestent le plus souvent que par la pâleur et par le silence. Aussi, dans les discours de celui qui a pensé tant de blessés, depuis les plus illustres généraux jusqu'aux plus humbles soldats, l'empire n'apparaît-il plus rayonnant de trophées, entouré de sa cour guerrière, étincelante d'or et maîtresse du monde; on n'entend pas cet homme reproduire les merveilles de ces bivouacs, palais formés par des tentes, soutenus par des faisceaux d'armes, ombragés de drapeaux flottants et jonchés de bruyères, Versailles militaires rayonnants de tant de splendeur et de tant de magnificence. Le baron Larrey ne sait que le revers de la médaille des victoires ou conquêtes; mais combien ce qu'il sait est attachant, combien il y a d'intérêt dans la vérité de ces annales, que la science a recueillies avec tant de sollicitude, et dont tant de cœurs ont gardé la reconnaissante souvenance!

Il y a quelques années, à la clinique de l'hôpital du Gros-Caillois, la foule des jeunes chirurgiens militaires se pressait toujours sur les pas du professeur qui s'arrêtait de lit en lit, interrogeant les blessés avec ce ton de cordiale franchise et de brusque affabilité qui lui est particulier, toute l'armée le connaît. Il n'est peut-être pas en France une seule chambre dans laquelle son nom n'ait été prononcé; c'est que dans toutes les luttes meurtrières qui se sont succédé depuis 1792 jusqu'en 1815, il est bien peu d'afflictions qu'il n'ait visitées. Les nouveau-venus ont appris des anciens à savoir qui il était, et, dans tous les rangs, on s'est dit de proche en proche : « L'empereur l'aimait. » Que fallait-il de plus pour lui assurer un siècle de popularité et de bonne renommée?

En examinant chaque blessure grave, le maître, après avoir d'abord adressé au patient de consolantes paroles, évoquant son expérience et ses études récentes; les leçons étaient semées d'anecdotes, les anecdotes étaient toutes illustrées de portraits; on s'instruisait et on retenait, et cette double observation avait un charme inexprimable. Que de fois je me suis glissé à ces leçons, craignant de voir mon indiscretion découvrer, attentif, curieux, et revenant ensuite tout radieux d'avoir passé quelques instants au sein même de l'empire, cette féerie de notre enfance!

Un jour, c'était en 1828, au moment où M. Larrey se préparait à entrer dans la salle des officiers, un homme, qu'il était facile de reconnaître pour un vieux soldat, s'arrêta devant lui, le salua militairement, et, debout, droit et immobile, il lui dit : « Major, pouvez-vous me rendre un service? — De quoi s'agit-il? mon brave. — On me refuse les Invalides; apostillez ma pétition, et j'entrerai à l'hôtel. — Mais, qui es-tu? — Un Egyptien. — Toi, un soldat d'Egypte! Ton nom? — N...., blessé au siège de Saint-Jean-d'Acre; à telles enseignes que j'ai encore la jambe droite, que vous vouliez me couper; elle était fièrement malade.... Mais je suis tétu en diable; à mes risques et périls je l'ai sauvée. — Tu as bien fait. As-tu des certificats? — Tenez, ajouta le soldat, connaissez-vous cette signature? (Et il montrait à M. Larrey un papier jauni, froissé, et tout sali de vétusté.) — Que vois-je! s'écria le chirurgien; ma signature, la date de Saint-Jean-d'Acre!... Oui, messieurs, s'écriait-il avec transport, voilà du papier de Saint-Jean-d'Acre. Oh! cela n'est pas faux, je le reconnais; c'est bien moi qui ai signé. Viens, mon brave.... Où est ta pétition? — La voilà, major. — Tiens, je la signe de tout mon cœur.... Ce n'est plus la même chose; regarde : *Baron Larrey*; autrefois, c'était *Dominique Larrey*, et c'était le bon temps!

Cette clinique du Gros-Caillois, dont tant de gens ont conservé le souvenir, n'est pas effacée; mais elle surpasse par celles des Invalides. Au Gros-Caillois, peu de blessés connaissent personnellement le chirurgien en chef; les jeunes recrues de la garde royale l'admiraient sur la foi des anciens, et puis des blessures de duel ou de rixe pendant et après l'ivresse, c'était là tout ce qu'ils avaient à présent à l'observation. L'humanité de M. Larrey ne leur faisait pas défaut; mais il se voyait souvent forcé de se rejeter dans le passé, pour échapper au dégoût du présent.

A l'hôtel des Invalides, M. Larrey remonte les années, non pas seulement par l'imagination, mais par les faits. Il est là, comme s'il venait de descendre dans l'Elysée des braves; et il est impossible de se défendre d'une pieuse impression de respect en entrant sur ses pas dans la vaste infirmerie de l'hôtel du dôme au toit doré, comme disent eux-mêmes les habitants de l'endroit.

Après avoir traversé le jardin qui s'étend au pied de la grande façade, à l'extrémité orientale de la première cour carrée, se trouve l'escalier de l'infirmerie. D'autres disent le luxe de cette propriété si simple, la constance et l'intelligence des soins rendus à tous par ces anges de charité qui semblent ne s'apercevoir du séjour humain qu'ils habitent que pour y chercher des maux à soulager; d'autres paieront le tribut d'éloges que mérite une semblable institution : suivons M. le baron Larrey dans sa visite.

Il est revêtu d'un simple uniforme bleu à collet de velours amaranthe, sans broderies; il ceint le tablier comme le plus humble des élèves. A son aspect, le silence règne; le respect s'établit; seulement sur quelques visages flétris, on voit passer un sourire de bien-être. La présence de celui qui peut guérir est pour le malade ce que l'espérance est pour le malheureux.

Aux Invalides, les douleurs et les blessures datent de loin. A côté d'un homme dans la force de l'âge, amputé après la bataille de Champ-Aubert en 1814, se trouve un vieillard paralysé par les rhumatismes qu'il a rapportés des bivouacs du désert. « Etes-vous prêt? dit M. le baron Larrey, à un homme sur la face duquel se croisent les cicatrices et les rides profondes. — Oui, général. — Tu me traites comme à la grande-armée. — C'est une vieille habitude. — Sois tranquille, ce ne sera rien. »

Se tournant alors vers les élèves : « Messieurs, dit-il, je vais extraire une balle bien tenace. Te rappelles-tu, mon brave, à quelle époque tu l'as reçue? — Il y a trente-quatre ans; elle traversa le jarret gauche pour aller se cacher dans le jarret droit; je l'y ai laissée. — Ai-je bien fait? — Oui, général, grâce à vous j'ai pu faire toutes les campagnes avec l'autre. Je vous en remercie. — Allons, quelques minutes de courage! — C'est facile. — Surtout quand on en a eu comme toi pendant quarante ans. »

Un instant de tranquillité succède à cette conversation; pas un soupir ne s'est fait entendre. M. Larrey montre la balle à tous les regards. — La voilà! s'écrie-t-il. — C'est une autrichienne, dit le soldat. — Adieu, du calme, dit le chirurgien en lui serrant la main.

Partout ce sont ainsi d'anciennes blessures qui se rouvrent; toutes ont une naissance historique; toutes elles racontent des batailles.

— Major, crie un officier, j'ai mal à ma jambe d'Eylau; je souffre comme un damné! — Elle est pourtant coupée depuis bien long-temps; n'ayez pas peur.

— Monsieur le baron, dit doucement une jeune sœur, voulez-vous venir voir le capitaine, là-bas? il est bien agité.

— Qu'avez-vous, mon ami? demande le chirurgien en s'approchant du malade.

— C'est mon coup de sabre de la grande redoute qui fait des siennes.

— Vous parlez de la Moskowa?

— Oui, major.

— Un peu de repos; écoutez la sœur, laissez-vous bien soigner.

— Recommandez-lui aussi, monsieur, de ne pas jurer, dit la sœur.

— Allons, mon ami, ce ne sera pas long.

Et, s'adressant à nous : — Messieurs, c'est une ancienne blessure reçue à la tête; l'empereur les redoutait beaucoup, non pas pour lui, il n'avait peur de rien; mais pour ceux qu'il aimait. Voilà un brave officier qui

n'est pas encore remis d'un coup de sabre russe de 1812; il y a vingt-quatre ans; mais aussi cette campagne a été si rude! Savez-vous bien, messieurs, que, pour faire du bouillon à mes blessés, dans la retraite, j'ai fait abattre les chevaux des maréchaux? Quand il s'agissait du soulagement des soldats malades, l'empereur me permettait tout. Je choisisais le cantonnement de mes ambulances avant tout le monde; le meilleur gîte nous appartenait de plein droit.

Dans cette promenade entre deux haies de lits, M. Larrey retrouve les chroniques de la grande armée, bataille par bataille; il entend parler des bras et des jambes qu'il s'est vu obligé de laisser sur le théâtre de la guerre, et aussi des bras et des jambes que ses soins ont permis de rapporter en France.

Là, on lui tend une main qu'il a disputée aux glaces de la Russie; là il voit un ex-pestifère de Jaffa le féliciter gaiement de ce qu'il a déclaré en pleine académie des sciences la fausseté de cette historiette de M. Desgenettes, médecin en chef de l'armée d'Egypte, s'inoculant la peste pour rassurer les troupes.

(La suite à demain.)

Le bal par souscription au profit des indigents de la commune de Passy'atré lieu le samedi 16 juillet, dans la salle du Ranelagh.

La vogue dont jouit actuellement le Ranelagh ne peut que contribuer à rendre cette solennité plus brillante que les années précédentes. On se procure des billets soit à la mairie de Passy, soit chez M. Herny, au Ranelagh.

BOURSE DU 15 JUILLET.

Toujours une grande froideur à la bourse, et point de variations. Les fonds espagnols, et notamment la dette active, ont éprouvé un peu de hausse. La dette active a été demandée au comptant et fin du mois, malgré les cours venus de Londres ce matin, en baisse.

Il ne s'est à peu près rien fait sur les autres fonds. AU COMPTANT, le 5 p. 0/0 a baissé de 10 c., et le 5 p. 0/0 de 5 c. Les actions de la banque et celles de la caisse hypothécaire ont baissé de 2 fr. 50 c. Les Quatre Canaux et les obligations de la ville n'ont pas varié.

La rente de Naples a haussé de 15 c. La dette active et la dette passive d'Espagne ont haussé de 1/8 p. 0/0. L'emprunt romain, au contraire, a baissé de 1/8.

FIN DU MOIS, le 5 et le 5 p. 0/0 ont baissé de 5 c. Pas de mouvement sur les autres fonds.

Après la bourse, à 4 heures 1/2, 80 fr. 52 c. 1/2 demandé; 55 c. offert.

AU COMPTANT. — FONDS FRANÇAIS.

CINQ 0/0, jouiss. du 22 mars 1836, 108 90 85 80 85 80.
QUATRE 1/2 0/0, jouiss. du 22 mars.
QUATRE 0/0, jouiss. du 22 mars, 102.
TROIS 0/0, jouiss. du 22 juin, 80 50 40.
BONS DU TRÉSOR à échéances, 2 5/4.
ACTIONS DE BANQUE, 2272 50 2370.
RENTES DE LA VILLE DE PARIS, 5 0/0, 102.
OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS, 1210.
QUATRE CANAUX, avec prime, 1250 1252 50.
CAISSE HYPOTHÉCAIRE, jouiss. de j., 737 50.
OBLIGATIONS de 300 fr. 4 0/0.

FONDS ÉTRANGERS.

RENTES DE NAPLES, jouiss. du 1er juillet, 100 50.
ÉTAT ROMAIN, oblig. 1831, 5 p. 0/0, jouiss. du 1er juin, 105.
ESPAGNE, dette active, 5 0/0, jouiss. de mai 1836, 41 41 1/4 1/8.
différée sans intérêt, 41 1/8.
passive id., 12 5/8 1/2 5/8.
EMPRUNT BELGE de 1834, 105 1/4.
EMPRUNT PORTUGAIS, oblig. 1835, 5 0/0, jouiss. de juin.
5 0/0 1835.
EMPRUNT D'HAÏTI, jouiss., de juillet 1828, 580.
EMPRUNT DU PIÉMONT 1116 25.

FIN COURANT.

	Pr. cours	D. cours		Pr. cours	D. cours
TROIS p. 0/0, en liq.	80 55	80 55	Rente de Naples en liq.	100 50	100 50
— fin courant...	80 55	80 55	— fin courant...	100 50	100 50
— à prime fin c.	80 50	80 50	— à pr. fin courant...	100 50	100 50
— fin pr.	81 50	81 50	— fin proch.	100 50	100 50
CINQ p. 0/0 en liq.	108 90	108 90	Emprunt romain...	102 00	102 00
— fin courant...	108 90	108 90	Emprunt belge...	102 00	102 00
— à prime fin cour.	108 90	108 90	— Banque belge...	102 00	102 00
— fin pr.	109 50	109 50	Emprunt portugais...	102 00	102 00

COULISSE : avant la bourse, 80 52 1/2. — A 4 heures; 80 60 57 1/2.

	Report du comptant à la fin du mois.	D'un mois à l'autre.
5 p. 0/0...	12 1/2	25
5 p. 0/0...	10 03	35
Naples...		
Rome...		

CHANGES.

LONDRES.... 1 mois, 25 27 1/2. 3 mois, 25 15 12 1/2.
HAMBURG... 1 mois, 185 1/2. 3 mois, 184 1/2.
AMSTERDAM, 1 mois, 57 5/8. 3 mois, 57 5/4.

FONDS ANGLAIS. — Londres, 15 juillet. Cité, 4 heures.

CONSOLIDÉS pour compte, ouvert à 92 7/8 95. — différée, 18 1/4.
— p. compte, fermé à 92 5/4 7/0. PORTUGAIS NOUVEAUX, 81 1/4.
FONDS ESPAGNOLS, actif, 40 5/4. — 5 p. 0/0, 51 1/4.

MARCHANDISES. — Le cours du 5/6 est fixé à la hausse : disponible et courant du mois, 142 50 à 143; août, 145 à 147 50; septembre et octobre, 150; 2 derniers mois, 150 à 152 50.

L'huile de colza est en baisse : disponible; 125; courant du mois, 124 à 125 50; août, 126; 4 derniers mois, 130. Le cours de Lille est de 115 75 à 115 50, voiture, 6 50.

Le cours de l'huile d'olive, pour les 4 derniers mois, est de 115 à 114. Les savons sont sans variations.

SPECTACLES DU 16 JUILLET.

Heures. 7 | OPÉRA. — 7 | FRANÇAIS. — La prem. repr. de la Première Affaire. Les 3 Frères.
8 | OPÉRA-COMIQUE. — Le Luthier. Le Dilettante.
8 | GYMNASE. — La Marraine. Le Pauvre Jacques. La Reine de 16 ans.
8 | VAUDEVILLE. — L'Habit. Une Passion. Chap. des Inform. Les Maris.
8 | VARIÉTÉS. — 8 | PALAIS-ROYAL. — La Prova. Ma Femme. Titi. Mme Gibou.
8 1/2 | GAITÉ. — La Grisette. De Horn. La Sonnette.
8 | AMBIGU. — L'Honneur de ma Fille. Amazampo. Le Château.
7 | PORTE-ST-MARTIN. — L'Avant-dernière.
6 | CIRQUE-OLYMPIQUE. — 6 | M. COMTE. — L'Ouvrier de Paris. Un Divertissement. Le Rempailleur.
6 | PANTHÉON. — 6 | MONTMARTRE. — Changé en nourrice. Le Mariage. L'Enfant.
6 | BELLEVILLE. — Le Dépit. Novart. Farinelli.
6 | MONT-PARNASSE. — Coliche. Horn. Marquise.

JARDIN TURC. — Tous les jours, concert composé de 60 musiciens, dirigés par M. Jullien. Les mardis et jeudis, concerts extraordinaires.

CONCERT MUSARD, promenades du soir, rue Saint-Honoré, 359.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN

Imprimerie de BÉTHUNE et FLON, rue de Valenciennes, n. 86.